



**REVUE DE PRESSE**

**ENQUÊTE ANNUELLE DU CPQ  
AUPRÈS DE SES MEMBRES**

**DÉCEMBRE 2008**

# Le CPQ s'inquiète d'une hausse des dépenses publiques

LA PRESSE CANADIENNE

Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58<sup>e</sup> sondage annuel du CPQ. Suivant le tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les

chefs d'entreprise s'entendent tous pour prioriser, au troisième rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient épongés dès le retour de la croissance économique.

Dépenses publiques pour freiner la récession

# Le CPQ espère que Québec ne deviendra pas un «bar ouvert»

MARIE VASTEL

Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58e sondage annuel du CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations des chefs de grandes entreprises membres de son regroupement quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investisse-

ment, pour le GCEQ. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour donner priorité, au troisième rang, à la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient épongés dès le retour de la croissance économique, a estimé le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

*«Tout le monde s'entend pour dire que l'on s'attend à ce que les gouvernements aident l'économie au cours d'une période de ralentissement économique, mais il ne faut pas que la situation devienne un "bar ouvert", avec des dépenses tous azimuts»,* a affirmé M. Audet à La Presse canadienne.

*«C'est une préoccupation qui, en cette période de ralentissement économique, est très très présente parmi nos membres»,* a-t-il ajouté, expliquant ainsi que la question des dépenses publiques se soit retrouvée en tête des résultats du sondage.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont à l'unanimité déploré le manque de disponibilité de la main-d'œuvre ainsi que sa qualité, principaux facteurs d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux. Le taux de change et la productivité ont également été évoqués en tête de palmarès.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles. Au GCEQ, 52 % des dirigeants de petites et moyennes entreprises considèrent que les conditions économiques actuelles sont bonnes ou très bonnes, tandis que 44 % des membres du CPQ partagent leur opinion.

Selon M. Audet, ces résultats confirment l'impression générale que la récession sera moins violente au Québec qu'ailleurs.

Les membres du Conseil du patronat ont toutefois répondu à 49 % que les conditions économiques actuelles sont passables.

Le questionnaire de consultation a été rempli, sur une base volontaire, par 25 % des membres du CPQ et 13 % de ceux du GCEQ. M. Audet estime qu'il permet tout de même d'observer les préoccupations générales des chefs d'entreprise de la province.

*La Presse canadienne*

# La hausse des dépenses publiques inquiète

La Presse Canadienne

**MONTREAL** — Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provincial fassent du contrôle des dépenses publiques leur priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58<sup>e</sup> sondage annuel du CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations des chefs de grandes entreprises membres de son regroupement quant aux différents enjeux

économiques. Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, pour le GCEQ. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour prioriser, au troisième rang, la réduction des impôts des sociétés.

## MESURES PONCTUELLES

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en

particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient épongés dès le retour de la croissance économique, a estimé le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

«Tout le monde s'entend pour dire que l'on s'attend à ce que les gouvernements aident l'économie au cours d'une période de ralentissement économique, mais il ne faut pas que la situation devienne un bar ouvert, avec des dépenses tous azimuts», a affirmé M. Audet à La Presse Canadienne. «C'est une préoccupation qui, en cette période de ralentissement économique, est très, très présente parmi nos membres», a-t-il ajouté, expliquant ainsi que la question des dépenses publiques se soit retrouvée en tête des résultats du sondage.

## MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont à l'unanimité

déploré le manque de disponibilité de la main-d'œuvre ainsi que sa qualité, principaux facteurs d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux. Le taux de change et la productivité ont également été évoqués en tête de palmarès.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles. Au GCEQ, 52 % des dirigeants de petites et moyennes entreprises considèrent que les conditions économiques actuelles sont bonnes ou très bonnes, tandis que 44 % des membres du CPQ partagent leur opinion.

Selon M. Audet, ces résultats confirment l'impression générale que la récession sera moins violente au Québec qu'ailleurs.

Les membres du Conseil du patronat ont toutefois répondu à 49 % que les conditions économiques actuelles sont passables.

# La priorité au contrôle des dépenses publiques

**MONTREAL —** Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

LA PRESSE CANADIENNE

Telles sont les conclusions du 58<sup>e</sup> sondage annuel du CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations des chefs de grandes entreprises membres de son regroupement quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, pour le GCEQ. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour mettre en priorité, au troisième rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprise souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient épongés dès le retour de la croissance économique, a estimé le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

« Tout le monde s'entend

pour dire que l'on s'attend à ce que les gouvernements aident

l'économie au cours d'une période de ralentissement économique, mais il ne faut pas que la situation devienne un bar ouvert, avec des dépenses tous azimuts », a affirmé M. Audet.

« C'est une préoccupation qui, en cette période de ralentissement économique, est très, très présente parmi nos membres », a-t-il ajouté, expliquant ainsi que la question des dépenses publiques se soit retrouvée en tête des résultats du sondage.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont à l'unanimité déploré le manque de disponibilité de la main-d'œuvre ainsi que sa qualité, principaux facteurs d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux. Le taux de change et la productivité ont également été évoqués en tête de palmarès.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles. Au GCEQ, 52 % des dirigeants de petites et moyennes entreprises considèrent que les conditions écono-

miques actuelles sont bonnes ou très bonnes, tandis que 44 % des membres du CPQ partagent leur opinion.

Selon M. Audet, ces résultats confirment l'impression générale que la récession sera moins violente au Québec qu'ailleurs.

Les membres du Conseil du patronat ont toutefois répondu à 49 % que les conditions économiques actuelles sont passables.

Le questionnaire de consultation a été rempli, sur une base volontaire, par 25 % des membres du CPQ et 13 % de ceux du GCEQ. M. Audet estime qu'il permet tout de même d'observer les préoccupations générales des chefs d'entreprise de la province.

CRISE ÉCONOMIQUE

# Le CPQ s'inquiète d'une hausse des dépenses pour freiner la récession

Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58<sup>e</sup> sondage annuel de la CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations de ses membres quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté

des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, au GCEQ. Les membres s'entendent tous pour prioriser, au troisième rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense pu-

blique, les chefs d'entreprise souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont déploré le manque de disponibilité de la main-d'œuvre ainsi que sa qualité, principal facteur d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles, confirmant l'impression générale que la récession sera moins dure au Québec qu'ailleurs, selon le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

Le questionnaire de consultation a été rempli par 25 % des membres du CPQ et 13 % de ceux du GCEQ, mais M. Audet estime qu'il permet tout de même d'observer les préoccupations générales des chefs d'entreprise de la province. (La Presse canadienne)



PHOTO RAPHAËL OUELLET

Le sondage permet d'observer les préoccupations générales des chefs d'entreprise de la province, selon le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

**Les dirigeants québécois demeurent dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles.**

## Conseil du patronat

# Le contrôle des dépenses publiques prioritaire

**DEMANDÉ.** Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEO) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58<sup>e</sup> sondage annuel de la CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations de ses membres sur les différents enjeux économiques.

## La réduction des impôts aussi prioritaire

Suivent au tableau des priorités gouvernementales les programmes de recherche et d'aide à l'investissement. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour accorder la priorité, au troisième rang, à la réduction des impôts des sociétés.

Les chefs d'entreprise souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEO ont déploré le manque de disponibilité de la main-d'œuvre ainsi que sa qualité, principal facteur d'influence négative sur l'activité économique au Québec, selon eux.

LA PRESSE CANADIENNE

## L'optimisme reste

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles, confirmant l'impression générale que la récession sera moins dure au Québec qu'ailleurs, souligne le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

# Le CPQ s'inquiète d'une hausse des dépenses publiques visant à freiner la récession

MARIE VASTEL  
LA PRESSE CANADIENNE

**MONTREAL** — Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58e sondage annuel du CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations des chefs de grandes entreprises membres de son regroupement quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, pour le GCEQ. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour prioriser, au troisième

rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient épongés dès le retour de la croissance économique, a estimé le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

«Tout le monde s'entend pour dire que l'on s'attend à ce que les gouvernements aident l'économie au cours d'une période de ralentissement économique, mais il ne faut pas que la situation devienne un bar ouvert, avec des dépenses tous azimuts», a affirmé M. Audet à La Presse Canadienne.

«C'est une préoccupation qui, en cette période de ralentissement économique, est très très présente parmi nos membres»,

a-t-il ajouté, expliquant ainsi que la question des dépenses publiques se soit retrouvée en tête des résultats du sondage.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont à l'unanimité déploré le manque de disponibilité de la main-d'oeuvre ainsi que sa qualité, principaux facteurs d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux. Le taux de change et la productivité ont également été évoqués.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles. Au GCEQ, 52 pour cent des dirigeants de petites et moyennes entreprises considèrent que les conditions économiques actuelles sont bonnes ou très bonnes, tandis que 44 pour cent des membres du CPQ partagent leur opinion.

Selon M. Audet, ces résultats confirment l'impression que la récession sera moins violente au Québec qu'ailleurs.

## POUR FREINER LA RÉCESSION

# Une hausse des dépenses publiques inquiète le CPQ

Marie Vastel

La Presse Canadienne

**Montréal** — Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58e sondage annuel du CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations des chefs de grandes entreprises membres de son regroupement quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, pour le GCEQ. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour prioriser, au troisième

**«Il ne faut pas que la situation devienne un bar ouvert, avec des dépenses tous azimuts»**

rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient épongés dès le retour de la croissance économique, a estimé le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

«Tout le monde s'entend pour dire que l'on s'attend à ce que les gouvernements aident l'économie au cours d'une période de ralentissement économique, mais il ne faut pas que la situation devienne un bar ouvert, avec des dépenses tous azimuts», a affirmé M. Audet à *La Presse Canadienne*.

«C'est une préoccupation qui, en cette période de ralentissement économique, est très très présente parmi nos membres», a-t-il ajouté, expliquant ainsi que la question des dépenses publiques se soit retrouvée en tête des résultats du sondage.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont à l'unani-

mité déploré le manque de disponibilité de la main-d'œuvre ainsi que sa qualité, principaux facteurs d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux.

Le taux de change et la productivité ont également été évoqués en tête de palmarès.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles. Au GCEQ, 52 pour cent des dirigeants de petites et moyennes

entreprises considèrent que les conditions économiques actuelles sont bonnes ou très bonnes, tandis que 44 pour cent des membres du CPQ partagent leur opinion.

Selon M. Audet, ces résultats confirment l'impression générale que la récession sera moins violente au Québec qu'ailleurs.

Les membres du Conseil du patronat ont toutefois répondu à 49 pour cent que les conditions économiques actuelles sont passables.

Le questionnaire de consultation a été rempli, sur une base volontaire, par 25 pour cent des membres du CPQ et 13 pour cent de ceux du GCEQ. M. Audet estime qu'il permet tout de même d'observer les préoccupations générales des chefs d'entreprises de la province. •

## Fonds publics pour freiner la récession

# Le patronat inquiet par la hausse des dépenses

### PRESSE CANADIENNE

**MONTRÉAL** - Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58e sondage annuel du CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations des chefs de grandes entreprises membres de son regroupement quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, pour le GCEQ. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour prioriser, au troisième rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cepen-

dant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient éponges dès le retour de la croissance économique, a estimé le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

«Tout le monde s'entend pour dire que l'on s'attend à ce que les gouvernements aident l'économie au cours d'une période de ralentissement économique, mais il ne faut pas que la situation devienne un bar ouvert, avec des dépenses tous azimuts», a affirmé M. Audet à La Presse Canadienne.

«C'est une préoccupation qui, en cette période de ralentissement économique, est très très présente parmi nos membres», a-t-il ajouté, expliquant ainsi que la question des dépenses publiques se soit retrouvée en tête des résultats du sondage.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont à l'unanimité déploré le manque de disponibilité de la main d'œuvre ainsi que sa qualité, principaux facteurs d'influence négati-

ve sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux. Le taux de change et la productivité ont également été évoqués en tête de palmarès.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles. Au GCEQ, 52 pour cent des dirigeants de petites et moyennes entreprises considèrent que les conditions économiques actuelles sont bonnes ou très bonnes, tandis que

44 pour cent des membres du CPQ partagent leur opinion.

Selon M. Audet, ces résultats confirment l'impression générale que la récession sera moins violente au Québec qu'ailleurs.

Les membres du Conseil du patronat ont toutefois répondu à 49 pour cent que les conditions économiques actuelles sont passables.

Le questionnaire de consultation a été rempli, sur une base volontaire, par 25 pour cent des membres du CPQ et 13 pour cent de ceux du GCEQ. M. Audet estime qu'il permet tout de même d'observer les préoccupations générales des chefs d'entreprises de la province. □

## Conseil du patronat du Québec

# Un contrôle des finances publiques est souhaité

**MONTRÉAL** — Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.

Telles sont les conclusions du 58<sup>e</sup> sondage annuel du CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations des chefs de grandes entreprises membres de son regroupement quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, pour le GCEQ. Les chefs d'entreprise s'entendent tous pour prioriser, au troisième rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles

bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Les gouvernements devraient également s'assurer que les déficits éventuels soient éponges dès le retour de la croissance économique, a estimé le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

« Tout le monde s'entend pour dire que l'on s'attend à ce que les gouvernements aident l'économie au cours d'une période de ralentissement économique, mais il ne faut pas que la situation devienne un bar ouvert, avec des dépenses tous azimuts », a affirmé M. Audet à La Presse Canadienne.

### Manque de main d'œuvre

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont à l'unanimité déploré le manque de disponibilité de la main d'œuvre ainsi que sa qualité, principaux facteurs d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux. Le taux de change et la productivité ont également été évoqués en tête de palmarès.

LA PRESSE CANADIENNE

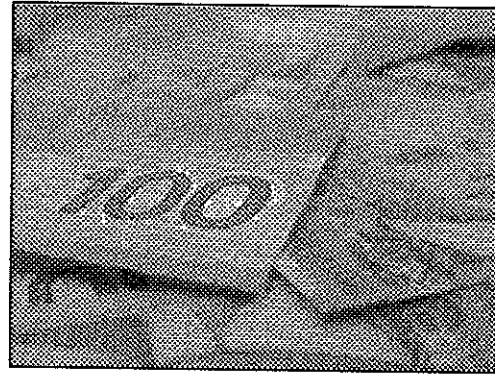
Mise à jour: 21/12/2008 16:24

Mesures pour freiner la récession

## Le CPQ s'inquiète d'une hausse des dépenses publiques

*La Presse Canadienne*

Malgré le ralentissement économique mondial, les membres du Conseil du patronat du Québec (CPQ) et du Groupement des chefs d'entreprise du Québec (GCEQ) souhaitent que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent du contrôle des dépenses publiques leur première priorité en 2009.



Telles sont les conclusions du 58e sondage annuel de la CPQ, qui recueille tous les ans les préoccupations de ses membres quant aux différents enjeux économiques.

Suivent au tableau des priorités gouvernementales suggérées par les dirigeants d'entreprises québécoises, les programmes de recherche et de développement, du côté des membres du CPQ, et les programmes d'aide à l'investissement, au GCEQ. Les membres s'entendent tous pour prioriser, au troisième rang, la réduction des impôts des sociétés.

Sans s'opposer à toute dépense publique, les chefs d'entreprises souhaiteraient cependant qu'il s'agisse de mesures ponctuelles bien ciblées, offertes à tous les entrepreneurs, et non allouées à un seul secteur économique en particulier.

Par ailleurs, les membres du CPQ et du GCEQ ont déploré le manque de disponibilité de la main d'oeuvre ainsi que sa qualité, principal facteur d'influence négative sur l'activité économique actuelle au Québec, selon eux.

Les dirigeants québécois demeurent néanmoins dans l'ensemble optimistes quant aux conditions économiques actuelles, confirmant l'impression générale que la récession sera moins dure au Québec qu'ailleurs, selon le premier vice-président du CPQ, Daniel Audet.

Le questionnaire de consultation a été rempli par 25 pour cent des membres du CPQ et 13 pour cent de ceux du GCEQ, mais M. Audet estime qu'il permet tout de même d'observer les préoccupations générales des chefs d'entreprises de la province.